

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.6/533
24 mars 1970
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME
Vingt-troisième session
Point 3 de l'ordre du jour

Distr.double

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Note du Secrétaire général

1. Le Conseil économique et social, par sa résolution 1074 C (XXXIX) du 28 juillet 1965, adoptée comme suite à la recommandation formulée par la Commission des droits de l'homme, a révisé le système des rapports périodiques sur les droits de l'homme qui avait été établi en 1956 par la résolution 624 B (XXII) du Conseil et modifié en 1962 par la résolution 888 B (XXXIV).
2. Le Secrétaire général appelle l'attention sur le paragraphe 16 du dispositif de la résolution 1074 C (XXXIX)^{1/} qui invite la Commission de la condition de la femme "à faire part à la Commission des droits de l'homme de ses observations sur les documents qu'elle reçoit aux termes de la présente résolution et de toute recommandation qu'elle souhaiterait faire".
3. A ce propos, il convient de noter que le paragraphe 6 de la résolution 1074 C (XXXIX) a institué un cycle triennal en vertu duquel les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées sont invités à communiquer périodiquement des renseignements sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, de la manière suivante :

"a) La première année, des renseignements sur les droits civils et politiques, le premier de ces rapports portant sur la période prenant fin au 30 juin 1965;

1/ Documents officiels du Conseil économique et social, trente-neuvième session, Supplément No 1.

b) La deuxième année, des renseignements sur les droits économiques, sociaux et culturels, le premier de ces rapports portant sur la période prenant fin au 30 juin 1966;

c) La troisième année, des renseignements sur la liberté de l'information, le premier de ces rapports portant sur la période prenant fin au 30 juin 1967."

4. Un deuxième cycle triennal est actuellement en cours, commençant par des rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels portant sur la période du 1er juillet 1966 au 30 juin 1969.

5. La Commission, à sa vingt-troisième session, se trouve donc saisie des rapports suivants :

- a) Les rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels reçus des gouvernements et portant sur la période prenant fin le 30 juin 1969 (E/CN.4/1011 et Add.1 à 10);
- b) Les rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels reçus des institutions spécialisées et portant sur la période prenant fin le 30 juin 1969 (E/CN.4/1012 et Add.1);
- c) Un index par sujet et par pays des rapports relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels (E/CN.4/1025);
- d) Un résumé analytique des rapports établis par le Secrétaire général (E/CN.4/1024 et Add.1 et 2);
- e) Un mémoire à jour sur le statut des accords multilatéraux internationaux dans le domaine des droits de l'homme (E/CN.4/907/Rev.6);
- f) Les rapports sur les droits civils et politiques reçus des gouvernements canadien, français et irlandais (E/CN.4/973/Add.15-17) après la session de 1969 de la Commission de la condition de la femme.

6. Le Secrétaire général mettra également à la disposition de la Commission les renseignements soumis par les organisations non gouvernementales conformément à la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil, ainsi que tous les commentaires que les gouvernements intéressés pourraient faire au sujet de ces renseignements.

7. Il convient de rappeler qu'à sa vingtième session, en 1967, la Commission de la condition de la femme, ayant examiné les rapports sur les droits civils et politiques, a adopté la résolution 2 (XX) contenant ses observations sur lesdits rapports et suggérant que les futurs rapports soumis par les gouvernements comportent davantage de renseignements, notamment sur les droits de la femme^{2/}. La Commission des droits de l'homme a tenu compte de cette résolution lorsqu'elle a adopté sa résolution 16 (XXIII) du 22 mars 1967^{3/}, par laquelle elle a prié le Secrétaire général d'indiquer les grandes lignes suivant lesquelles il envisage de classer la documentation reçue, en vue de la rédaction des futurs rapports périodiques.
8. Il convient également de rappeler que la Commission de la condition de la femme, à sa vingt et unième session en 1968, lorsqu'elle a examiné le point concernant les rapports périodiques^{4/}, a suggéré que le Secrétaire général tienne compte des dispositions de la résolution 2 (XX) indiquant les grandes lignes des rubriques des futurs rapports.
9. Les indications fournies par le Secrétaire général conformément à la résolution 16 (XXIII) et compte tenu de la résolution 22 (XXV) de la Commission des droits de l'homme comportent une série de rubriques reflétant les suggestions faites par la Commission.
10. Les renseignements concernant les droits de la femme sont donnés au chapitre IV intitulé "Mesures prises en vue de garantir à un nombre croissant de personnes la jouissance des droits-mentionnés dans la rubrique III ci-dessus, sans discrimination aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation", et au chapitre III intitulé "Faits nouveaux importants concernant la reconnaissance, la protection et la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels", section A (5) intitulée "Le droit de tous, sans discrimination d'aucune sorte, à une rémunération égale pour un travail de valeur égale", section D intitulée "Le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre", sous-section 1, intitulée "La diminution de la mortalité et de la mortalité infantile ainsi que le développement sain de l'enfant", et section E, intitulée "Le droit de la famille, de la mère et de l'enfant, à la protection et à l'assistance". Certains autres

2/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 7 (E/4316, par. 152-164).

3/ Ibid., Supplément No 6, par. 538.

4/ Ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 6 (E/4472, par. 206-216).

renseignements pertinents sont indiqués au chapitre II, intitulé "L'influence exercée par des instruments élaborés sous les auspices des Nations Unies et contenant des principes et des normes en vue de la reconnaissance, de la protection et de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels et, notamment, mesures adoptées pour mettre en oeuvre ces instruments".

UNITED NATIONS
ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL



Distr.
GENERAL
E/CN.6/533
24 March 1970
Original: ENGLISH

Dual distribution

COMMISSION ON THE STATUS OF WOMEN
Twenty-third session
Item 15 of the provisional agenda

PERIODIC REPORTS ON HUMAN RIGHTS

Note by the Secretary-General

1. The Economic and Social Council, in resolution 1074 C (XXXIX) of 28 July 1965 adopted on the recommendation of the Commission on Human Rights, revised the system of periodic reports on human rights, which had been established in 1956 by Council resolution 624 B (XXII), and subsequently amended in 1962 by resolution 888 B (XXXIV).
2. Attention is drawn to paragraph 16 of the above-mentioned resolution 1074 C (XXXIX)^{1/} in which the Commission on the Status of Women was invited "to inform the Commission on Human Rights of its comments on the materials it received under the terms of this resolution, and of any recommendations it may wish to make".
3. In this connexion, it may be noted that paragraph 6 of resolution 1074 C (XXXIX) established a three-year cycle by which States Members of the United Nations or members of the specialized agencies were invited to supply information regularly on human rights and fundamental freedoms as follows:
 - "(a) In the first year, on civil and political rights, the first such reports to cover the period ending 30 June 1965;
 - "(b) In the second year, on economic, social and cultural rights, the first such reports to cover the period ending 30 June 1966;
 - "(c) In the third year, on freedom of information, the first such reports to cover the period ending 30 June 1967".
4. A second three-year cycle is now in operation, with reports on economic, social and cultural rights covering the period 1 July 1966 to 30 June 1969.

^{1/} Official Records of the Economic and Social Council, Thirty-ninth Session, Supplement No. 1.

5. The Commission therefore has before it at its twenty-third session, the following reports:

- (a) Reports received from Governments on economic, social and cultural rights covering the period ending 30 June 1969 (E/CN.4/1011 and Add.1-10);
- (b) Reports received from the specialized agencies on economic, social and cultural rights covering the period ending 30 June 1969 (E/CN.4/1012 and Add.1);
- (c) Subject and country index to reports on economic, social and cultural rights (E/CN.4/1025);
- (d) An analytical summary of the reports prepared by the Secretary-General (E/CN.4/1024 and Add. 1 and 2);
- (e) An up-to-date memorandum on the status of multilateral international agreements in the field of human rights (E/CN.4/907/Rev.6);
- (f) Reports on civil and political rights received from the Governments of Canada, France and Ireland (E/CN.4/973/Add.15-17) received after the 1969 session of the Commission on the Status of Women.

6. Information submitted by non-governmental organizations in accordance with Council resolution 1074 C (XXXIX), together with any comments of Governments concerned relating to that information, will also be made available to the Commission by the Secretary-General.

7. It may be recalled that, at its twentieth session in 1967, the Commission on the Status of Women, having considered the reports on civil and political rights adopted resolution 2 (XX) containing its comments on the reports and suggesting that future reports from Governments include more information relating, inter alia, to women's rights.^{2/} This resolution was taken into account by the Commission on Human Rights when it adopted its resolution 16 (XX) of 22 March 1967,^{3/} by which it requested the Secretary-General to prepare an outline of headings for the organization of future periodic reports.

^{2/} Official Records of the Economic and Social Council, Forty-second Session, Supplement No. 7 (E/4316, paras. 152-164).

^{3/} Ibid., Supplement No. 6, para. 538.

8. It may also be recalled that the Commission on the Status of Women at its twenty-first session in 1968, when considering the item on periodic reports,^{4/} suggested that the Secretary-General take into account the provisions of resolution 2 (XX) when preparing the outline of headings for future reports.

9. The outline prepared by the Secretary-General in pursuance of resolution 16 (XXIII) and taking into account resolution 22 (XXV) of the Commission on Human Rights, contained a series of headings in which are reflected the suggestions made by the Commission.

10. Information relating to women's rights is to be found in Chapter VI entitled "Action taken with a view to ensure that the rights referred to under III above are enjoyed by increasing numbers of the population and without distinction of any kind, such as race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth or other status", and in Chapter II, entitled "Significant developments with regards to the recognition, protection and realization of economic, social and cultural rights; under Section A (5) Right of everyone without discrimination of any kind to equal pay for equal work; and Section D The Right to the enjoyment of the Highest Attainable Standard of Physical and Mental Health, Sub-Section (1) The reduction of the still-birth rate and of infant mortality and for the healthy development of the child, and Section E The right of the family, motherhood and childhood to protection and assistance". In addition some relevant information is also to be found in Chapter II, viz. Influence of United Nations instruments containing principles and norms for the recognition, protection and realization of economic, social and cultural rights and, in particular, measures adopted to implement such instruments.

^{4/} Ibid., Forty-fourth Session, Supplement No. 6 (E/4472, paras. 206-216).